



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commission de sécurité  
de l'arrondissement  
de Bayonne**

**PROCES-VERBAL DE VISITE**

ETABLISSEMENT	USLD IGUSKIA - EX EHPAD UDAZKENA
REFERENCE	E483.00349
COMMUNE	64500 SAINT-JEAN-DE-LUZ
ADRESSE	19 avenue André Ithurralde
DATE	13 septembre 2022
OBJET	visite de réception de travaux Permis de construire 06448318B0058

**I. PARTICIPATION A LA VISITE**

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité (circulaire du 22 juin 1995), la commission de sécurité s'est réunie en application des dispositions des articles R 143-26 à 41 du Code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer la visite citée en objet.

Pour mémoire, objet de l'étude :

Ce dossier concerne la construction d'un bâtiment d'une capacité de 136 lits sur le terrain de l'actuel EHPAD « Udazkena » qui sera démoli. Celui-ci sera composé de deux établissements recevant du public, isolés réglementairement et disposant de 3 niveaux chacun.

**MEMBRES DE LA COMMISSION**

Pour le Préfet, La présidente	Madame KERDELHUE
Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur PEYRELONGUE
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Lieutenant TRANCHE

**RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT**

Le directeur adjoint du CHCB	Absent
Services techniques du CHCB	Monsieur BARRE Monsieur CASTELEIN
Cadre santé	Madame SORHUET

**ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION**

Agent communal	Monsieur IRIBARNE
Cabinet d'architectes	Madame LEMEUNIER
Coordinateur SSI	Monsieur FISCH
Contrôleur technique agréé VERITAS	Madame LAFARGUE
Entreprises	Monsieur DOME Monsieur JESIOFSI Monsieur CARNELOS

II. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, en particulier :
  - l'arrêté modifié du 25 juin 1980 (dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public)
  - l'arrêté modifié du 10 décembre 2004 (type U - établissements de soins)

Historique de l'établissement (archives SDIS fond de dossier)

n° pièce	Date	Intitulé pièce
1		Permis de construire n° 06448318B0058 Autorisation de travaux n° 06448318B0036 Reconstruction de l'EHPAD et construction de l'unité de soins longue durée
2	13/09/2022	Visite avant ouverture au public de l'USLD
3		

Travaux réalisés :

Il est précisé que tous les travaux sont réalisés conformément au dossier instruit.

III. EFFECTIF ET CLASSEMENT

USLD :

1 pers/lit :  
1 pers / 3 lits au titre des visiteurs ::  
27 personnes  
30 personnes  
Personnel (déclaration) :

111 personnes

Etablissement recevant du public de type U de 4<sup>ème</sup> catégorie.

IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT CONSIDERE

L'unité de soins longue durée (USLD) comporte :

En rez-de-jardin : un parc de stationnement couvert réservé au personnel (44 places) et le reste des locaux communs aux deux établissements (EHPAD et USLD IGUSKIA).

En rez-de-chaussée : un pôle psychiatrique (22 lits).

A l'étage : un pôle « poly-pathologique » (32 lits).

Cette partie est attenante à l'EHPAD au travers d'un SAS qui relie les 2 établissements. Les portes de recouperment sont asservies et se ferment si détection dans l'un ou l'autre des établissements.

➤ **Implantation** : le bâtiment dont le plancher bas des niveaux supérieurs sera à moins de 8 mètres dispose de plusieurs linéaires de façades accessibles et de points d'accès judicieusement répartis. Il est toutefois remarqué que ces façades disposent de volets roulants électriquement pour les chambres non présentes en instruction. La façade dite principale dispose de baies accessibles en partie centrale et des escaliers à l'air libre sur les pignons.

- **Isolement** : les deux établissements sont isolés entre eux par des parois coupe-feu 2 heures. La communication entre les deux se fera au moyen d'un sas au rez-de-jardin. L'isolement par rapport au parc de stationnement, est réalisé au moyen d'une dalle coupe-feu 2 heures et de parois coupe-feu 1 h 30.
- **Construction et aménagements intérieurs** : stabilité au feu de degré ½ heure, planchers coupe-feu ½ heure, réalisation de zones conformes aux articles J 10 et U 10.
- **Dégagements** : les dégagements sont en nombre et qualité réglementaires, bien répartis sans cul de sac supérieur à 10 mètres.
- **Ventilation** : les installations de VMC respectent l'article CH 43.
- **Désenfumage** : les escaliers encoisonnés seront désenfumés naturellement. Toutes les circulations horizontales (à l'exception des circulations de service du RDJ), sont désenfumées mécaniquement conformément aux dispositions de l'instruction technique 246.
- **Electricité** : les installations sont conformes à la norme NFC 15.100 et secourues par le groupe électrogène du centre hospitalier.
- **Eclairage de sécurité** : par blocs autonomes d'éclairage de sécurité.
- **Installation de gaz** : aucune installation de gaz combustible n'existe. La distribution d'oxygène dans l'USLD sera réalisée à partir d'un stockage situé dans un autre bâtiment du site.
- **Chauffage** : la circulation d'eau chaude provenant d'une chaufferie implantée dans un autre bâtiment du site.
- **Locaux à risques** : les locaux à risques moyens sont isolés coupe-feu de degré 1 heure.
- **Les moyens de secours** : 3 PIN (dont 1 créé à proximité), plans et consignes, personnel formé, SSI de catégorie A, téléphone urbain et extincteurs appropriés aux risques dont certains dans l'unité psychiatrique et gériatrique sont placés de manières judicieuses vis-à-vis des patients reçus.

**Concernant les cahiers des charges fonctionnels des SSI, les dossiers montrent que :**

- Le bureau CSD et ASSOCIE a été désigné pour assurer la mission de coordination SSI conformément aux dispositions de la norme NFS 61-931. Les cahiers des charges ont été établis par monsieur FISCH.
- Le matériel mis en place sera normalisé et fourni par une société spécialisée.
- La conception des zones répond à la réglementation. Selon les plans renseignés annexés aux cahiers des charges, il est prévu :

**POUR L'USLD :**

- 2 zones d'alarme (ZA),
- 7 zones de compartimentage (ZC),
- 4 zones de désenfumage (ZF),
- 13 zones de détection automatique (ZDA),
- 6 zones de déclencheurs manuels ((ZDM).
- Les centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI) seront positionnés dans des locaux coupe-feu situés au rez-de-chaussée de l'USLD et au rez-de-jardin de l'EHPAD.
- Le lancement du processus d'alarme assure la libération des issues de secours selon l'article CO 46.

## **V. CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT**

### **1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS EISES LORS DE L'ETUDE DU DOSSIER**

1. Faire réceptionner avec le concours des sapeurs-pompiers de Saint-Jean-de-Luz, dès son installation, la nouvelle bouche incendie. **Réalisé lors de la réception de la maison de retraite UDAZ-KENA**
2. Faire procéder en cours d'exécution, par des personnes ou organismes agréés aux vérifications techniques de l'ensemble des travaux. Les rapports de ces contrôles accompagnés des procès-

verbaux d'essais des matériaux et éléments de construction utilisés devront être tenus à la disposition de la commission de sécurité (articles GE 9 et GN 12 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité). Réalisé

3. Faire procéder par la commission de sécurité compétente à la visite de réception afin qu'elle émette un avis sur les travaux réalisés et / ou sur l'ouverture de l'établissement. Il appartient à l'ex-ploitant de demander au Maire le passage de la commission de sécurité compétente (article R 123-45 du Code de la construction et de l'habitation). Réalisé

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Documents de réception de travaux

Intitulé du document	Date	Vérificateur	Observations
Attestation maître d'ouvrage solidité à froid	08/09/2022	VERITAS	N'a pas émis d'avis défavorable
Rapport de vérifications réglementaires après travaux RVRAT	09/09/2022	VERITAS	Sans observation
Procès-verbal de réception du SSI	09/09/2022	CSD Associés	
Certificat de conformité poteau d'incendie		SOCATP	

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES

- Détecteurs de fumées : Satisfaisant sur groupe électrogène
- Déclencheur manuel : Satisfaisant au niveau du parc sur réseau normal
- Alarme : Satisfaisant

- Eclairage : Satisfaisant, avec BAES clignotants
- Recoupement : Satisfaisant
- Ferme-porte : Satisfaisant
- Désenfumage : Satisfaisant
- Issues de secours : Satisfaisant
- Plan : Satisfaisant mais provisoires

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

- Néant

VI. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Etablissement qui dispose d'une architecture récente et dont tous les fondamentaux sécuritaires sont récents. Les équipements techniques sont, ce qui limite le risque d'éclosion d'un incendie. Les actions de formations réalisées et à réaliser permettront à tous les personnels d'appréhender les nouveaux locaux et de garantir des comportements adéquates en cas de sinistre.

VII. PRESCRIPTIONS

PRESCRIPTIONS SIMPLES

1. Placer des réception les plans définitifs. (article U 48)
2. Poursuivre les actions de formation (article U 47)

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (art. R 143-4 et 7 du CCH).

Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation.

Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement et remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr>) sous les rubriques : politiques publique / sécurité / protection civile / sécurité incendie et établissements recevant du public / fiches d'entretien.

Afficher de façon apparente près de l'entrée principale, l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.

Respecter les dispositions des articles L 122-3, R 146-07 à R 146-09 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

#### **VIII. AVIS DE LA COMMISSION**

La commission de sécurité émet un avis favorable à l'ouverture au public de l'établissement assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

#### **IX. RAPPELS**

##### **PROCHAINE VISITE**

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

##### **OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT**

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

➤ Article R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

➤ Article R 143-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

##### **OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE**

En application des dispositions de l'article R 143-42 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire notifie le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour le Préfet, et par délégation,  
La présidente de la commission,



Carine KERDELHUÉ

